



Suicidaires de tous les pays ...

« Mettez-vous à la place d'un ado qui veut se suicider » ! Voilà un exercice de rédaction qui ne peut laisser indifférent. Il est vrai aussi que décrire une boule de billard sans parler ni de sa forme, ni de sa couleur, ni de son utilité, en six pages (expérience vécue)... peut rapidement vous amener dans la situation de l'exercice précédent ! Adulte, ou soi-disant adulte, on ne vous suggère ni le premier ni le deuxième sujet. On vous plonge dedans !

Dans notre société moderne, le suicide n'est qu'une anecdote... pour qui place son humanité dans son portefeuille ! Certains lecteurs peuvent penser à



l'excès de langage, à l'excès de l'écrit. Et pourtant ! A un congrès national des télécommunications de la CFTC, au plus fort de la tempête des 80 000 suppressions d'emploi à France Telecom, le DRH national, invité au congrès, inclue les morts et les potentiels suicides dans sa prévision d'emploi pour l'année suivante !

A la suite des premiers suicides et des lourdes dépressions à Orange FT, et surtout dans les centres relations clients, la Confédération Générale des Cadres (CGC) et la fédération Solidaire Unitaire Démocratique (SUD) Ptt ont mis en place un observatoire national du stress et des mobilités forcées.

C'est à la suite des travaux et du suivi des suicides de cet observatoire que la crise sociale éclata à Orange FT. (Le PDG de cette

Prix

Le prix est librement fixé par le lecteur. Le prix de revient de ce numéro est de 0,50 €

**LES MÉFAITS
DES PRINCES**

PAGE 2

**JINGLE
BELL**

PAGE 6

RÉBUS

PAGE 9



multinationale, Didier Lombard, perdit sa place à la suite de sa célèbre diatribe sur « la mode des suicides » !

« L'acte désespéré » d'une salariée du centre Acticall de Nancy (Est Républicain du 7 décembre 2012) comme les témoignages que nous recueillons régulièrement en provenance d'autres centres d'appels (Orange, Arvato-Berthelsman etc...) prouvent malheureusement que les dirigeants de ces centres adhèrent en conscience à la banalité du suicide, se réfugiant bien souvent sur la fragilité physique, morale ou intellectuelle des suicidés!

Ce ne sont pas quelques mesurètes de forme (pots de convivialité, espace d'échanges, centre d'écoutes...) prises par quelques établissements qui changent fondamentalement les conditions de travail du personnel. Les outils de « performance » sont toujours d'actualité : flicage, infantilisation (challenges, classements, concours pour la 1^{ère} place...) objectifs à atteindre, Open Space, écoutes mystère, primes aux placements etc...

Des scientifiques ont clairement établis que l'une des causes majeures de stress était la capacité à agir sur sa situation (cf : le stress de la souris). A la lecture de l'article de l'Est Républicain, il ne fait aucun doute pour nous que l'incapacité de cette salariée en mal-être à obtenir l'examen de sa situation et la mise en oeuvre des préconisations de la médecine du travail, qui demandait en vain à l'employeur une adaptation par mi-temps en Front Office et Back Office, ont été des facteurs

déclenchant.

Qui aujourd'hui prendra réellement en compte la souffrance que vit au quotidien une majorité des 3000 salariés environ qui triment dans la cinquantaine de plateformes que comptent la Mthe et Mlle ?

Nous doutons que ce soit le club Connect

54 ! Cette association patronale a pourtant pour objectif de « promouvoir et développer la filière de la relation client et d'en fédérer les professionnels » ou encore comme l'affirme son président, Nicolas DUPONT, pour « corriger la mauvaise image des centres d'appel qui ne correspond pas à la réalité » ! Il est manifeste aujourd'hui qu'il ne s'agissait que d'une opération de communication qui n'avait pour but que d'éteindre l'incendie médiatique !

N'est-il pas surprenant également de compter parmi les membres de cette association de bienfaisance, en plus des opérateurs de téléphonie, des organismes de santé comme le CHU, des mutuelles comme la MAIF, Prévadiès, l'URSSAF et, accrochez-vous, le centre de médecine préventive ? Ces donateurs d'ordre adhérent-ils à Connect pour changer les choses ou pour s'assurer de nouveaux clients ?

Enfin il est sûr que Connect ne manque pas d'humour. Le centre Acticall de Nancy, qui est membre de droit du bureau de cette « association », s'est vu auto-remettre, il y a deux ans, le trophée Connect de la relation clients ! Nous ignorons les critères d'auto-attribution. Si c'est à la mesure de la souffrance au travail, nul doute que ce soit mérité !

Léon de Ryel. **R**

Open Space : Espace libre, ouvert. (grande salle de dizaines de bureaux).

Front Office : réception des appels.

Back Office : position arrière. (fonction de traitement des dossiers).

Le stress de la souris.

Il y a quelques années, des chercheurs lyonnais ont travaillé sur le stress. Dans les confins de leur labo, ils ont placé deux souris dans une cage. Pendant un certain temps, ils actionnaient un avertisseur sonore suivi d'une légère décharge électrique à l'adresse de nos deux cobayes. Puis ils placèrent une des deux souris dans une roue fixée dans la même cage.

Ils recommencèrent leurs sévices à une différence près. Si la souris faisait tourner la roue aussitôt après l'avertisseur sonore, elle annulait la décharge électrique pour elle comme pour sa compagne restée dans la cage. Très rapidement la souris de la roue comprit la manœuvre et tournait la roue dès l'avertisseur. La souris dans la cage ignorait tout et continuait à se crispier à chaque fois qu'elle entendait l'avertisseur, craignant la décharge électrique.

Désolé pour les âmes sensibles, les chercheurs mirent fin à l'exercice et à la vie des nos deux souris. Puis ils les autopsièrent. Seule la souris restée dans la cage était atteinte d'ulcères à l'estomac, symptôme révélateur de stress. Contrairement à la souris qui actionnait la roue et qui savait pouvoir agir à chaque fois qu'elle entendait l'avertisseur sonore ! L'expérience renouvelée plusieurs fois donna le même résultat à chaque fois.

Les chercheurs tirèrent la conclusion que « la capacité à agir sur sa situation » était un facteur déterminant à générer ou non du stress ! Si tous les dirigeants du monde pouvaient entendre et surtout appliquer les enseignements de cette recherche, combien de vies humaines, de mal être et de longues maladies pourraient être épargnés et, cerise sur le gâteau, des dizaines de souris ne seraient pas mortes pour rien !



HOMMAGE À NOS BIENVUEILLANTS

Si vous n'avez pas déjà entendu parler de Notre-Dame-des-Landes, ce projet inutile, ruineux, désastreux pour l'environnement et pour les habitants du cru, maintenant c'est fait ! (*) Les slogans et les calembours contre « l'Ayraultport » de « Notre-Dame-d'Hollande » ne suffisent pas à expliquer comment et pourquoi de tels projets peuvent être imaginés, développés, soutenus, votés, financés et construits, dérogeant à l'intérêt public. Bouffées délirantes (le pouvoir rend dingue) ? Course à l'échalote et folie des grandeurs (mon aéroport est « plus mieux » que le tien !) ? Désirs capricieux (« mais... heu... ! ») ? Mercantilisme, voire corruption (les élus méritants sont toujours récompensés) ? À force de se perdre en conjectures, on va finir par rater l'avion (du progrès). Pendant que le bras armé de l'État s'apprête à détruire les cabanes de la Châtaigne, d'autres continuent à construire des châteaux en Espagne...

Les gens du coin se disent sans doute que pareilles choses n'arriveraient pas ici. Ils se trompent ! Nos hommes politiques endémiques ne font pas mieux que Jean-Marc Ayrault et sa tête de premier communiant à qui on donnerait le bon Dieu sans confession.

Il y a vingt ans, en 1991, le conseil régional présidé par l'omnipotent Jean-Marie Rausch inaugurait l'aéroport Metz-Nancy-Lorraine, en lieu et place de 230 ha de terres agricoles, alors que l'aéroport militaire et civil de Metz-Frescaty, à proximité d'une voie ferrée, aurait pu, si nécessaire, remplir cette fonction. La construction de l'aéroport régional a coûté 378 millions de francs de dépenses inutiles. En 2008, la Cour des comptes a mis en cause la pertinence de l'infrastructure. Étant géré en direct par le conseil régional, c'est le contribuable lorrain qui en finance les déficits récurrents. (Abandonné depuis par l'armée de l'air, Frescaty n'a toujours pas trouvé de nouvelle destination...) Pas totalement convaincus par le résultat, les pouvoirs publics décidèrent alors de

construire une gare TGV à proximité de l'aéroport, mais sans correspondance et seulement accessible par la route... De mieux en mieux. La gare d'interconnexion de Vandières, quand elle sera construite (!?), ne comblera pas cette gabegie.

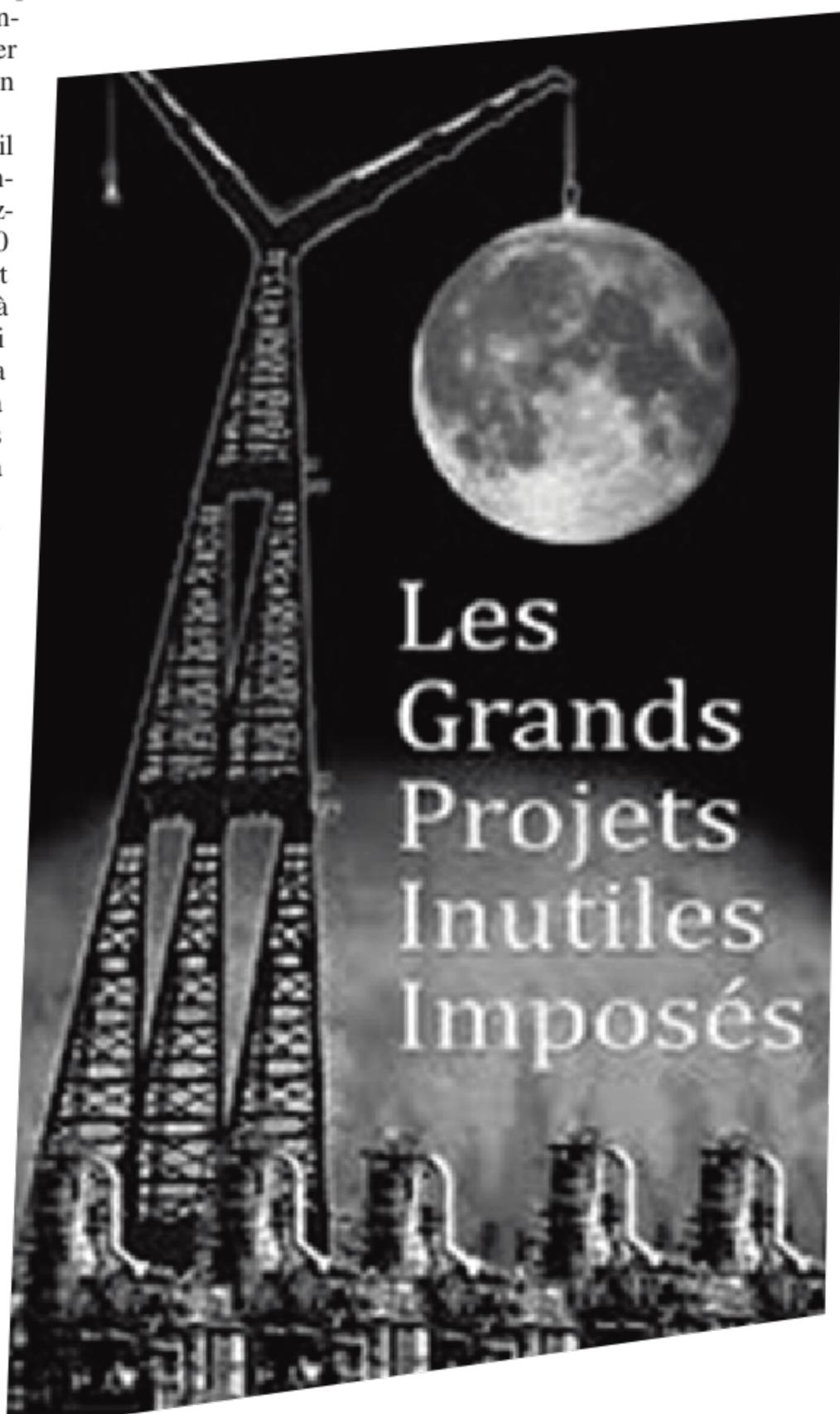
Plus près de nous, il y a le futur palais des congrès de Nancy, en cours de construction, pour la modique somme de 70 millions d'euros. Parking compris. Passons sur la destruction partielle d'un bâtiment remarquable de Claude Prouvé pour nous attacher à l'inutilité de ce projet. Nancy accueille bon an mal an une quinzaine de congrès, dits « internationaux » parce que ça fait bien sur l'affiche. À raison de 400 ou 500 personnes par manifestation, « le retour sur investissement » est plus qu'improbable. Pleurons en cœur sur le temps révolu des grands congrès médicaux, organisés dans des lieux de rêve (c'est-à-dire pas trop loin d'une plage ou d'une piste), tous frais payés par des laboratoires pharmaceutiques. Malheureusement, les congrès de l'UDI, s'ils devaient un jour se tenir à Nancy, ne suffiraient pas à remplir les gradins du futur Centre Prouvé. Pendant ce temps, à Metz, saisis par une fièvre contagieuse, les édiles projettent de construire un

nouveau palais des congrès pour seulement 100 millions d'euros. Il en va ainsi de tous les grands projets inutiles qui sont le fait d'illustrissimes princes si importants, si remarquables, si indispensables. Quand ceux-ci auront disparu, il ne restera plus alors qu'à donner un nom à leurs œuvres immortelles, à l'instar de Pompidou et son centre culturel polyvalent ou de Mitterrand et sa – bien sûr – « très grande » bibliothèque... En signe de reconnaissance éternelle et de gratitude éperdue pour nos irremplaçables éminences, pourquoi ne pas enfin appeler les choses par leur nom, mettons, par exemple, une station d'épuration Jean-Yves-Le-Déaut ou une déchetterie Nadine-Morano ? Ça leur donnerait un côté plus humain.



* Pour lutter contre la création de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, voir le site de l'Acipa (Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes) : <<http://acipa.free.fr/>>

* Pour soutenir les résistant-e-s de la Zone à défendre, lieu prévu pour la construction de Notre-Dame-des-Landes, aller sur le site : <<http://zad.nadir.org/>>, et pour rejoindre le comité local de soutien aux « zadistes » : <<http://nancysoutienzad.wordpress.com/>>.



Croix de bois, croix de fer...

...si je mens, je vais en enfer ?



Le Montebourg, mot valise fait de « monter et calembour », s'est fait planter par sa dulcinée, vexée que son ministre préféré ait pu poser avec son robot Moulinex serré contre lui, image qu'elle a sans doute trouvée offensante. Malheureux en amour heureux en redressement productif ?

Eh non, il s'est également pris un râteau avec son projet de nationalisation d'Arcelor et son repreneur potentiel. Pendant que le R-UMP, branche dissidente non mafieuse de L-UMP, nous déroulait sa série du lundi au samedi pour ramener

Nicolas sur la scène politique, les Métallos campaient devant Bercy, convaincus qu'ils étaient d'être débarrassés des Mittal, père & fils.

C'était sans compter avec le magnétisme des Mittal et le Ministre du R. P. était désavoué par son 1^{er} Ministre germanophone et son intouchable Président, hypnotisés par les promesses de l'aciériste.

L'intersyndicale reçue à Matignon à 17h30 ressortait écoeurée 1h45 plus tard, JMA avait plombé l'ambiance avec son accord en carton-pâte !

Deux pages de mensonges, annexe ULCOS non comprise, de paroles en l'air qui vont retomber sur la gueule de nos camarades mosellans (et d'autres) telles les briques réfractaires, elles aussi, qui n'ayant plus rien d'autre à faire se détachent des parois des cuves des hauts-fourneaux.

Attention chute de briques, de femmes et d'hommes maltraités depuis des décennies. SOS maltraitance ne répond pas. JMA s'en fout, il a sauvé les emplois ! « Personne n'ira au Pôle Emploi ». Les sous-traitants ? Pareil. On se

souvent que le Tonton avait dit quasi la même chose en 81 et bingo, des milliers de suppression d'emplois ont suivi.

Une semaine après avoir été reçu, le Mittal annonçait qu'il se retirait de l'appel d'offre pour ULCOS. Bien sûr ce projet n'est pas la panacée, mais le retrait-report témoigne de l'hypocrisie du/des porteur(s) de projet et laisse aux Florange des blessures seulement réparables par les luttes que nous soutiendrons, gratôs, au diable les Municipales ! A menteur, voleur de brevets, qui ne veut pas lâcher son laminoir, nous on dit « réquisition ».

Elle est belle la compétitivité en Hollande normale ! Le CAC 40 a remonté, c'est dire si le pacte a su flatter les grippe-sous et vous pourrez faire vos courses la nuit sur les Champs, ainsi en a décidé le tribunal.

On en viendrait presque à envier la GB voisine et sa duchesse qui attend un marmot ou une marmotte qui pourra accéder à la

Couronne : là-bas le trône n'est plus genré. C'est vrai que chez nous la Ministre des Droits des femmes, porte-parole du gouvernement et le Ministre à lunettes à triple foyer lanceront en janvier leur ABCD de l'égalité, après avoir pris soin de fermer le site du dico des petits écoliers pour cause de propos sexistes.

Comme quoi le gouvernement sait être ferme et tout espoir de changement est donc permis !

CJ 10 12 2012

R



Que ce soit à travers les attentats du 11 septembre 2001, la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour des élections présidentielles en 2002, l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007, la tuerie de Toulouse en mars 2012 ou encore la très médiatique percée du Front National lors des dernières élections présidentielles, un thème prédomine l'actualité : l'insécurité.

La classe dominante, qu'elle soit politique, patronale ou médiatique a toujours compris que la peur était un outil fondamental pour elle. Tout est donc mis en place pour conforter le sentiment d'insécurité. On joue sur les peurs en pointant du doigt les minorités : personnes issues de l'immigration, sans-papiers, gens du voyage ou salariés privés d'emplois. La stratégie est efficace et très porteuse à différents points de vue :

- médiatique : l'émotion étant exploitée au maximum pour acquérir de l'audience ;
- politique : le sentiment d'insécurité étant récupéré pour se faire élire ;
- économique : la vente de matériel de surveillance constituant un secteur d'activité de plus en plus lucratif.

Suite aux élections présidentielles de 2007, le gouvernement français s'est empressé de mettre en place un plan de grande ampleur pour développer la vidéo « protection » (terme plus politiquement correct que vidéosurveillance) - histoire de rassurer les honnêtes gens. L'objectif était de tripler le nombre de caméras sur la voie publique. Mais on oublie souvent de mentionner que tout cela a un coût : 1,8 milliards d'euros d'argent public dépensé sur 5 ans en achat et maintenance de matériel de vidéosurveillance !

Notons que dans le même temps, le groupe français Schneider qui a fait fortune dans l'armement au début du XXème siècle, a racheté une grosse entreprise californienne spécialisée dans la vidéosurveillance : « la sécurité offre un profil de croissance très attrayant » s'est vanté le président du groupe. On ne lui fait pas dire : depuis, la croissance annuelle moyenne de son entreprise a augmenté de 20 %. Il est devenu le leader mondial de la vidéosurveillance, sous les applaudissements des actionnaires et au grand dam des salariés.

En effet à Alès, le groupe Schneider, qui est le plus gros employeur du secteur, a réduit ses effectifs de 20% selon le syndicat CGT de l'entreprise.

Pressés par ces lobbys industriels et politiques, les élus de tous bords s'empressent de mettre en place de la vidéosurveillance et autres dispositifs de contrôle social (par exemple l'opération « voisins vigilants ») pour rassurer leurs concitoyens. Dans les Vosges, l'association départementale de Lutte contre les Dérives Sécuritaires (LDS - Vosges) en dénonce les abus : argent public dilapidé, inefficacité démontrée par des scientifiques indépendants, atteintes aux libertés individuelles et à la vie privée... A titre d'exemple,

on dénombre aujourd'hui 43 caméras disposées aux quatre coins d'une commune vosgienne relativement paisible (la ville de Remiremont pour ne pas la citer) avec notamment une caméra qui tourne à 360° pour surveiller une plage de baignade ! 450 000 euros d'argent public dilapidé ! Une initiative tellement démesurée que ses habitants peuvent maintenant se targuer d'avoir plus de caméras par habitant que la ville de Los Angeles (qui en compte 80 au total)...

Dans les entreprises, les patrons investissent eux-aussi des sommes considérables dans des dispositifs de contrôle social, comme le montre le dernier phénomène à la mode : la géo-localisation. En effet, de plus en plus de véhicules étant équipés d'une sorte de GPS, cela permet de suivre à la trace les salariés pendant leur temps de travail. Et le prétexte mis en avant reste toujours le même : votre sécurité avant tout !

N'oublions pas que c'est aussi notre rôle de citoyen de veiller à ce que les règles soient respectées et de ne pas nous laisser abuser. Pour plus de renseignements, merci de prendre contact avec l'association départementale de lutte contre les dérives sécuritaires (Vosges) ou la section locale de la ligue des Droits de l'Homme.

départementale de lutte contre les dérives sécuritaires (Vosges) ou la section locale de la ligue des Droits de l'Homme.

Contact association départementale de lutte contre les dérives sécuritaires (Vosges) :
E-mail : lds88@gmail.com



URGENCE_SANS-ABRIS

Voici revenus les premiers frimas et leur lot de larmes au coin de l'oeuil pour ces p'v'gens qui meurent dans la rue. Comme si on attendait l'hiver pour mourir dans la rue d'ailleurs. Mais en dehors du miracle de Noël qui veut qu'on s'apitoie sur plus malheureux que soi, rien ne change. Pourtant chacun sait que la France dispose de plus de logements vacants que de familles sans logement. Pourtant on ne cesse de répéter que les dispositifs d'accueils en hébergement sont en déficit de place. Mais même au-delà du fait qu'on ne fasse rien, la réalité peut apparaître encore plus sordide.

Il existe aujourd'hui dans notre droit des dispositions qui permettent à chacun, sans distinction, d'être accueilli. Et on peut même, si on en conserve encore l'énergie, conduire l'Etat devant un Tribunal pour faire valoir ce droit. Mais devant les tribunaux, toujours la même rengaine. Les représentants de l'Etat disent qu'ils voudraient bien mais qu'ils ne peuvent point faute de place et les juges, tout en reconnaissant le droit fondamental de l'individu à bénéficier d'un hébergement, dédouanent les représentants de l'Etat en constatant une situation de carence manifeste et laisse la personne à la rue.

Or sur Nancy, on peut s'étonner qu'il y ait des refus d'accueillir des personnes seules, notamment des hommes, alors que dans le même temps les professionnels du secteur constatent que des places demeurent disponibles pour des hommes seuls. On peut se demander dès lors comment les représentants de l'Etat peuvent mettre en avant une carence manifeste alors qu'il s'agit d'un choix délibéré de ne pas accueillir. Et ceci s'expliquerait paraît-il par le fait que les services de l'Etat ne veulent pas créer d'appel d'air. En clair, je ne vais quand même pas vous héberger car je prendrais le risque en le faisant que d'autres personnes viennent et demandent à être hébergées. On est loin du miracle de Noël.

Pour la situation des personnes ou couples avec enfants, la situation est bien plus simple. Il n'y a pas de place donc on ne vous accueille pas. Mais on ne reste pas à la rue avec des enfants, on trouve une

solution aussi bancale soit-elle par peur de voir placer ses enfants et on bénéficie d'une solidarité sans doute plus importante. Mais une fois la situation bancale trouvée, et ben on est plus demandeur d'hébergement et on revient donc au miracle de Noël car il n'y a pas besoin de places supplémentaires puisqu'il n'y a plus de demande.

Les représentants de l'Etat connaissent cette situation. Ils ne sont pas sans savoir non plus que le fait de laisser des personnes sans solution d'hébergement crée des tensions entre celles-ci. Quand on doit choisir qui on accueille de qui on n'accueille pas sans motif légitime, on laisse la personne imaginer les raisons : trop noire, pas assez noire, trop typée ou pas assez, etc...

Mais pour conclure je laisserai à ces représentants de l'Etat le choix de se définir eux-mêmes : irresponsables ou inhumains ?

jencri **R**



PerVerts
Ministères

De l'EPR de Flamanville à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, il est pas chouette notre gouvernement ? Hollande, Ayrault et Valls, en voilà des qui ne faiblissent pas devant tous ces écolos arriérés : matraques, bulldozers et on n'en parle plus.

Et Duflot et Canfin, les deux ministres Verts ? Pour eux tout va bien, merci. Ils sont en train de tester un nouveau concept. Ils collaborent, mais ils ne sont pas responsables. Il est vrai que les écologistes sont depuis longtemps avant-gardistes dans la manière de faire de la politique autrement. Là, ils sont juste en train de tester le retournement de veste... autrement.

R

Lutte des classes à Presstalis

La CGT Presstalis était présente et bien visible à la manifestation du 14 novembre dernier à Nancy contre les politiques européennes d'austérité. Le secteur des ouvriers du Livre est particulièrement mobilisé contre les suppressions d'emplois annoncées. Michel Ancé, du SGLCE CGT (Syndicat Général du Livre et de la Communication Ecrite), revient sur les raisons de la colère.

RésisteR! Presstalis c'est quoi ?

Michel Ancé. En quelques mots, Presstalis, anciennement Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP), est une société de messagerie qui doit garantir la distribution de toute la presse en France. Un journal doit être distribué, accessible à la vente, quelle que soit sa diffusion, son tirage. Ce système (Loi Bichet) a été mis en place en 1947 pour que la liberté de la presse ne soit pas conditionnée par la taille financière de l'entreprise, ni par sa collusion politique. A Nancy, huit ouvriers, quatre cadres travaillent à Jarville et préparent chaque nuit l'acheminement de 70 000 quotidiens nationaux et de 28 000 quotidiens hippiques. *Libération*, *L'Equipe*, *L'Humanité*, *Aujourd'hui*, *Paris Turf* sont imprimés localement pour le quart Nord-Est de la France. Cet atelier est syndiqué à 100 % (ouvrier et cadres) à la CGT, au SGLCE (Syndicat Général du Livre et de la Communication Ecrite), appelé aussi Syndicat du Livre Parisien



R! Comment en est-on arrivé à vouloir licencier un salarié sur deux ?

M.A. La Loi Bichet a été détricotée sous Sarkozy, et les éditeurs les plus fortunés veulent un système de vente performant. En clair, les meilleures ventes dans les meilleurs points de vente, tout le reste on liquide et on ferme (918 points de vente ont fermé en 2011). Pour faire plus de cash, les éditeurs ont créé d'autres supports, tels la presse gratuite, pour rafler une mise publicitaire supplémentaire sans investir dans les moyens rédactionnels. Mais les annonceurs publicitaires, eux, ne sont pas décidés à payer deux fois, aussi ce sont les quotidiens traditionnels qui ont souffert d'une désaffection de la manne publicitaire. Le patronat de la presse écrite a volontairement dégonflé les moyens humain et matériel de production des journaux, face à une crise réelle (baisse des ventes presse de 17 % en 5 ans, moins 7,6 % de ventes des quotidiens en 1 an). Mais aucune stratégie n'a été développée pour conquérir du lectorat. En fait les salariés ont déjà payé la chute des ventes, en 25 ans la profession a perdu 7 500 emplois sur 10 000, donc une réduction de 75% de la masse salariale. La stratégie de casse sociale (1250

emplois sur 2500) des patrons de presse est celle du Medef, celle de la compétitivité, « les salariés coûtent trop chers ».

R! Pourquoi le SGLCE affirme-t-il que c'est une mise en cause de la liberté de la presse ?

M.A. Avant tout, il faut savoir que rien n'a changé avec l'arrivée de Hollande, ce sont toujours les rapports faits sous Sarkozy qui orientent les choix gouvernementaux. Pour la

compétitivité l'Etat donnera 35 millions d'euros aux patrons de presse, sans contrepartie autre que la santé financière des entreprises. Si 29 millions d'internautes lisent un article de journal sur le web, 35 millions de personnes lisent un périodique sur support papier. Demain, une partie d'entre elles ne trouveront plus le journal ou le magazine de leur choix dans un point de vente qui aura peut-être disparu. Un des buts visés par les patrons

de presse, c'est aussi d'avoir la peau de la CGT du Livre, qui défend les petits éditeurs, les salariés bien sûr, et le système démocratique de diffusion face aux groupes (Dassault, Hachette...). Le SGLCE/CGT fait la démonstration que lorsqu'une organisation de lutte est portée par l'ensemble des salariés, elle met en échec le patronat sur la politique sociale, mais aussi sur l'idéologie. Pour la CGT, la presse n'est pas une marchandise comme une autre, c'est un vecteur politique, culturel, social. Les patrons de presse ne supportent pas que cette idée progresse. Ils veulent casser le système, la représentation démocratique voulue par 100 % des salariés, et définir eux-mêmes ce qui doit se vendre ou pas. Le danger est grand, au-delà des enjeux économiques et sociaux. Rappelons que la loi Bichet a été créée à la Libération parce que les patrons de presse avaient collaboré, la devise des maîtres des forges étant alors « plutôt Hitler que le Front Populaire ».

R! En Grèce des travailleurs acculés ont repris en main un journal pour le faire fonctionner sous leur contrôle. Crois-tu que l'avenir de presse passera par cette perspective ?

.../...

.../...

M.A. Pourquoi pas. L'entreprise où je travaille est une coopérative, une grande partie des quotidiens français a partagé son histoire avec les luttes sociales, avec la constitution d'un mouvement de résistance, parfois armée. L'écriture de la presse en France est étroitement mêlée aux révoltes. Monarchie et église interdissent toute expression, édition et impression jusqu'à la révolution, le mensonge, les fadaïses et le dogme tenaient lieu d'information, « la terre est plate, la Terre ne tourne pas, désobéir au roi c'est désobéir à dieu... ». Il fallut se révolter. La parution des Etats Généraux fut un signal et la digue de l'imbécillité céda, l'écriture devint révolte, résistance. Les premiers journalistes furent peut-être Marat, Robespierre, Desmoulin, puis après Varlin, Blanqui, puis encore Jaurès, Jack London. Ce fut aussi la journaliste Séverine, relatant dans La Fronde (journal féministe et libertaire rédigé par des femmes) l'infamie faite à Dreyfus... Zola, Albert Camus, et tant d'autres.

Aujourd'hui que disent les maîtres ? « Le travail coûte cher, les salariés ont trop profité... il y a trop de charges qui paralysent l'entrepreneur... ». Ces imbécillités sont répétées

en boucle jusqu'à la nausée. Autres temps, autres fadaïses tout aussi moyenâgeuses, mais qui pèsent sur la réflexion des travailleurs, hélas.

Bien sûr, les travailleurs doivent écrire et prendre en main la communication, sur support papier ou autre, c'est une perspective nécessaire à la lutte. C'est un gage de démocratie, c'est un signe d'intelligence politique. Ils doivent aussi veiller à l'existence, au libre accès, des moyens de diffusion des idées. Le SGLCE entend continuer ce combat. C'est aussi obliger l'Etat à financer les moyens de production et de diffusion des idées, de veiller au pluralisme idéologique pour que la presse et la diffusion des idées en général ne soient pas sous la coupe des groupes. Il faut rappeler que le détricotage de loi Bichet et les complaisances des pouvoirs politiques successifs ont permis aux marchands d'armes (Dassault, Lagardère (EADS)) d'acheter des médias, puis aux banques de les imiter (le Crédit Mutuel est aujourd'hui le premier groupe de presse régionale en France). Qu'est-ce que les banques et les marchands de mort ont donc de si intéressant à dire ?

R

L'abruti du mois

RésisteR! étant un tout petit journal, nous n'avons pas la prétention de distinguer dans cette rubrique un cadavre du calibre de François Chérèque, fils de préfet, de ministre, ancien élève de Saint-Sigisbert. C'est un trop gros poisson pour nous que ce Nancéien, tout nouveau ex-patron de la CFDT, à qui nous devons de travailler plus, et plus longtemps. Notons quand même au passage qu'ayant lui-même travaillé comme éducateur (quatre ou cinq ans) avant de devenir bureaucrate, il était bien entendu légitime pour négocier la fin de tous nos acquis sociaux... On ne saluera donc pas le départ de ce « fils de », qui se prépare, à l'instar de sa prédécesseuse, Notat, devenue patronne d'agence de notation, à une brillante reconversion (on parlerait de la présidence d'Emmaüs).

Non, décidément, restons à notre modeste place, et distinguons un petit, un sans-grade... mais pas sans talent qui, avec tant d'autres forçats du réformisme, a permis à la France de devenir crédible auprès Standard & Poor's, à la CFDT de devenir crédible auprès du Medef, et aux intermittents du spectacle de crever la gueule ouverte...

Philippe Faveaux, puisque c'est lui notre lauréat, a dû être instituteur avant de devenir secrétaire général de l'union départementale CFDT 54. On peut accorder un certain crédit à cette thèse quand on l'a vu en 2003 en pleine lutte pour la sauvegarde de la retraite à 60 ans siffler la fin de la récré de main de maître, et faire rentrer les cortèges CFDT en rang par deux au boulot.

Lui aussi, comme ses grands chefs, a sûrement une grande expérience du travail qui lui a permis de discuter avec les patrons de ce qui est bon pour nous. Ça lui donne aussi, maintenant qu'il a passé les clés de l'union locale à son successeur, le loisir de se répandre en interviews sur la toile pour nous faire part de ses pensées profondes du genre « les syndicats français sont trop politisés », [NDLR : comprenez trop de gauche], ou alors : « il faut tout faire pour éviter les grèves », etc, etc.

Aujourd'hui Phiphi est devenu président du Directoire d'ELA, l'Association européenne contre les leucodystrophies.

C'est comme ça à la CFDT : on a du cœur (pas toujours à l'ouvrage), et surtout, le sens de la reconversion.



Causeries organisées par RésisteR!

(plus d'informations dans RésisteR!#17)

Rencontre avec José Chatroussat,
traducteur du livre Crack-Capitalism
le 6 février à 18H30

<http://editionslibertalia.com/Crack-Capitalism.html>

Rencontre avec les travailleurs sociaux
la semaine du 11 au 15 mars 2013

Restructuration en cours à l'Université

L'Université de Lorraine (UL) est sortie de la fusion de quatre universités en janvier 2012. Les personnels se demandent toujours à quoi cela peut bien servir et si cela présente un intérêt quelconque au-delà de la lubie de quelques présidents et notables. En même temps, les fusions ont le vent en poupe. A l'ouverture des Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche le 26 novembre dernier, le premier ministre Ayrault n'a pas pu s'empêcher de vanter les « fusions réussies à Strasbourg, à Aix-Marseille ou encore en Lorraine ». Ce n'était pas le grand truc de Sarkozy, la réforme des universités, « l'excellence » et tout le baratin ? Oui, mais l'UMP n'a pas agi seule : elle a bénéficié de l'appui des collectivités territoriales, même quand celles-ci étaient majoritairement PS. En Lorraine, on a vu tous les notables (mairies de Nancy et Metz, Départements, Région) se lever comme un seul homme pour soutenir le projet d'une université fusionnée. Par ailleurs et sur le fond, le PS n'a jamais trouvé grand-chose à redire à la réforme de Péresse en 2007, la loi LRU, qui organise le démantèlement du service public d'enseignement supérieur. Les fusions d'établissements sont la continuation du même processus.

Reprenons. Des ministres et des notables, fascinés par les classements dont le fameux « de Shanghai », par les indices, par la croissance, etc., se sont mis en tête que c'était très important de bâtir de très grosses universités. Parce que plus on est gros, plus on est visible. Ne riez pas, il n'y a pas d'autre raison de fond, et le mouvement dépasse largement les frontières du pays. C'est le marché mondial de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les ministres et notables locaux ont trouvé des alliés naturels chez les présidents et autres cadres dirigeants des universités. Les autres, les personnels enseignants ou non, ont eu beau demander : mais quel est l'intérêt pour les étudiants ? Quel est l'intérêt pour la recherche ? Et on pourrait nous demander notre avis ? En vain.

Résultat : avec 6.800 salariés le mastodonte est le second employeur de la Région, et les dysfonctionnements sont légion. Il faut dire que fusionner quatre administrations en une seule, quand tout est éclaté sur plusieurs dizaines de sites d'Epinal à Longwy en passant par Bar-le-Duc, Nancy et Metz, le tout en organisant une grande opération de chaises musicales dans les services centraux, ça pouvait difficilement donner autre chose.

Ajoutez les effets de « l'autonomie » version LRU, qui signifie que les Universités gèrent toutes seules la masse salariale, le tout dans un contexte de pénurie organisée par le ministère, et c'est la tension. Mettez à la tête une équipe dirigeante quasi omnipotente (ultra majoritaire dans un CA disposant des seuls pouvoirs décisionnaires, du fait de la loi renforcée par un statut dérogatoire), un ancien général comme DRH, et on est au bord de la crise.

Dernier épisode en date : la discussion sur l'ARTT pour les personnels Biatss (bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, de service et de santé). Un bon tiers d'entre eux disposait jusqu'ici de conditions correctes, acquises les années précédentes, à 35 heures hebdomadaires en présentiel et 45 ou 47 jours de congés. Quand la discussion est arrivée au sein de l'UL, tous les représentants syndicaux au Comité technique (CT) ont proposé un alignement sur le mieux (sauf la CFDT qui mange dans la main du patron, mais ça c'est plutôt normal). Le 20 novembre dernier, dans un CA pourtant acquis à sa cause (avec un représentant de Mittal parmi les membres extérieurs, ça ne s'invente pas !), le président a cependant refusé de soumettre au vote la proposition quasi unanime du CT. Une pétition en ligne a recueilli 1.400 signatures, 400 personnes se sont rassemblées devant le CA, rien n'y fait. Sous la protection des vigiles, après un débat nourri, le président a fait voter le passage de 35h à 36h40 de présentiel pour tous (officiellement avec 20mn quotidiennes de pause sur le lieu de travail, mais tout le monde sait ce que cela signifie).

Ce qui apparaît de plus en plus clairement, c'est que les présidents d'universités vont répercuter sur les personnels et sur les formations les restrictions budgétaires imposées par le ministère. La Lorraine ne présente rien d'exceptionnel en la matière. N'envisageons pas un seul instant que ces présidents aillent s'enchaîner au ministère pour obtenir des moyens suffisants. En gestionnaires loyaux, ils vont équilibrer leurs budgets en jouant sur la « masse salariale » (baisse des primes, licenciement de contractuels) et sur l'offre de formation (fermeture de filières jugées trop coûteuses), voire sur le patrimoine (revente de bâtiments). Pour les personnels, l'enjeu est de dépasser le morcellement imposé par l'autonomie des établissements pour converger avec les salariés d'autres secteurs. Après tout, les patrons des universités ne font qu'appliquer les méthodes des autres patrons. Ils méritent les mêmes réponses.



R

Le 24 Octobre dernier, suite à une blessure à la main, je me rends à un rendez-vous de contrôle à la clinique Emile Gallé à Nancy. A cette occasion, j'apprends que je suis en fin de droits de sécurité sociale depuis le 30 Septembre 2012. Je m'empresse donc d'appeler la CPAM (où un standard téléphonique n'oublie pas de me rappeler que cet appel me coûtera 6cts d'euros la minute). Après 5 minutes d'attente, je suis en contact avec une conseillère qui m'empoisonne à l'aide de phrases toutes faites directement sorties de son ordinateur. Effectivement, je suis en fin de droits. Je lui réponds que je trouve anormal de ne pas avoir été avertie auparavant...ce à quoi elle me répond : « mais Madame c'est pareil pour tout le monde! », réponse qui manque un peu d'empathie... « Vous travaillez » me dit-elle. Hé non, comme de plus en plus d'entre nous, je suis demandeuse d'emploi. De plus, l'année passée, je travaillais en service civique à l'étranger, rémunéré par l'état Français (mais cela ne compte pas pour ouvrir des droits !!!).

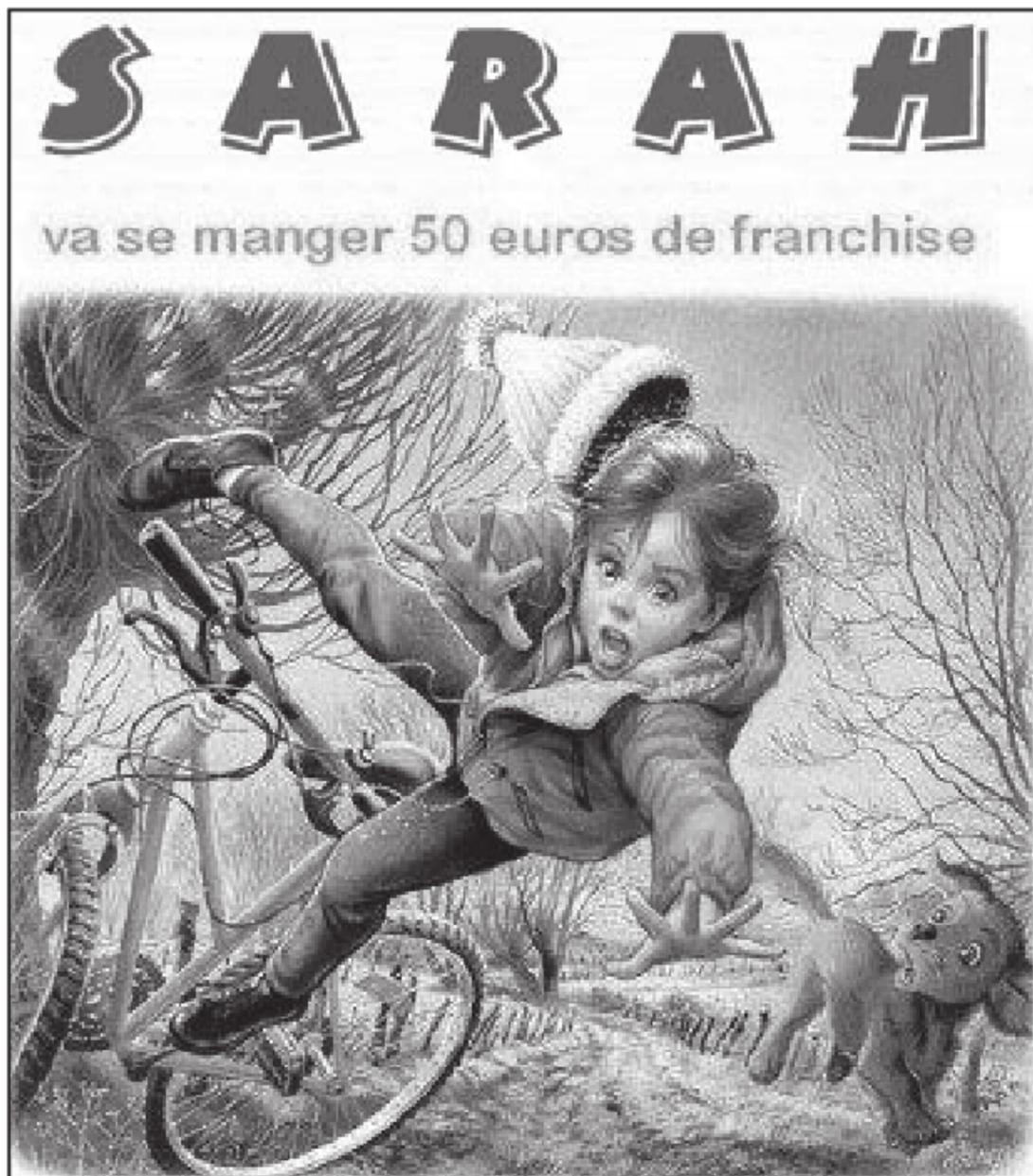
Par chance, je venais de signer un contrat de travail.

Je renvoie donc tous les documents nécessaires afin de rouvrir un dossier qui ne devrait pas poser de problèmes, selon ses dires. 1 semaine plus tard je rappelle afin de savoir où en est le suivi de mon dossier, après de longues minutes d'attente (mais ça il paraît que c'est normal), on me répond qu'il faut attendre minimum 4 semaines...Plus que patiente, je retente ma chance 6 semaines plus tard, le 5 Décembre. Pas de chance ils sont seulement en train de traiter les dossiers du 23 Octobre.

Le 7 Décembre je reçois un courrier avec mon dossier complet me stipulant de joindre d'autres pièces justificatives qui ne m'avaient jamais été demandées auparavant, afin de faire un peu traîner l'ouverture de mes droits. Quand ces démarches vont-elles cesser ??? Aujourd'hui, je ne peux plus me procurer le traitement dont j'ai besoin quotidiennement depuis plusieurs années. En plus de

ça, on me demande de rembourser les frais d'hospitalisation et de pharmacie consécutifs à ma blessure à la main. Evidemment, cet argent, je ne l'ai pas, pas plus que je n'ai le droit d'être en arrêt ou de me soigner!

Sarah. **R**



S A R A H
va se manger 50 euros de franchise

SECURITE SOC...

QUOI ???

Date limite d'envoi des articles pour Résister! #17 : 20/01/2013

redaction@crr54.lautre.net

Comité de rédaction : 21/01/2013

Date de parution de Résister! #17 : 25/01/2013

Points de dépôts :

* Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy
* Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy

* Bar B'Arts : 29bis, rue Gambetta - Pont à Mousson

MES 10 MAI.

Le 10 mai 1981, j'avais 12 ans.

Ma prof de français, nous avait bien fait la leçon :

"Jeudi prochain, 21 mai, c'est un jour historique que vous allez vivre : pour la première fois dans l'histoire de la Vème république la passation des pouvoirs entre un président de droite et un président de gauche. C'est pourquoi vous aurez droit à une journée de congés supplémentaire pour assister à sa retransmission télévisée. Profitez en bien !"

Il faut dire que dans les grandes lignes, l'ambiance était chaleureuse et enthousiaste au collège suite à la déculottée de VGE, déculottée modeste, certes...mais après plus de 30 ans de régime droitier, le petit peuple de gauche enseignant n'allait pas faire la fine bouche et l'on sentait bien qu'à défaut de grand soir, les petits matins s'annonçaient radieux.

32 ans plus tard, le moins que l'on puisse dire est que le bilan de cette victoire socialiste est assez mitigé. Après la gauche qui chante, la gauche gestionnaire (bonjour la rigueur), quelques alternances entre une droite revancharde et une gauche de plus en plus entre guillemets, nous voici de nouveau avec le retour de la gauche "bonjour la rigueur".

Bref, pas de quoi faire du 10 mai un jour férié.

Quoi que ...

Les voies du calendrier grégorien étant impénétrables, c'est précisément en cette première année du quinquennat de M. Hollande, (le

Mitterand du nouveau pauvre), que le 10 mai décide de tomber un vendredi qui se trouve être le lendemain du jeudi de l'Ascension, et de surcroît le surlendemain du 8 mai (mais ça, ce n'est pas très original pour un 10 mai).

Au final, coincé entre deux jours fériés qui se tiennent par la main et un week-end qui ne demande qu'à se prolonger, ce pauvre vendredi 10 mai 2013 se donnait vraiment des airs de rabat-joie mal venus pour une date anniversaire d'une première victoire socialiste.

Aussi Monsieur Peillon, dans son infinie mansuétude a-t-il décidé de faire de cette journée une journée chômée dans les établissements relevant de son ministère.

J'ignore si c'est par crainte de gâcher un aussi beau symbole ou par celle, plus fondée, de voir les bancs des écoles désertés pour cause de pont des parents (déjà prêts à râler contre ces fainéants d'enseignants toujours prompts à empêcher les professionnels du tourisme de travailler).

Toujours est-il qu'en tant que maintenant quadragénaire, et accessoirement aussi personnel non enseignant de l'éducation nationale, je bénéficierai ainsi d'un jour de congé supplémentaire.

Enfin, pas tout à fait...pas exactement... et même plutôt pas du tout en fait !

Car dans le cadre d'un temps de travail annualisé, je dois un total maximum annuel de 1607 heures à mon employeur (maximum qu'il ne néglige jamais de me demander d'ailleurs, rigueur oblige !).

Bien...

Ce jour chômé, il faudra donc le rattraper.

Après tout, on s'y attendait un peu. Après 10 années de restrictions et vexations diverses et variées à l'encontre des salariés, on n'est plus

vraiment habitué aux cadeaux.

Mais ce n'est pas tout. Conformément au code du travail, les jours fériés sont comptés comme temps de travail effectif si ils interviennent la veille ou le lendemain d'un jour travaillé.

Et si le mercredi 8 mai tombe bien après un mardi 7 mai tout à fait travaillé, son malheureux successeur se trouve malencontreusement coincé entre le 8 mai susnommé et ce fameux 10 mai si généreusement non offert. Il en résulte qu'il ne saurait être considéré comme temps de travail et qu'il faudra donc le rattraper !

Assurément c'est du grand art "socialiste".

Car si avec l'UMP, un jour travaillé de plus c'est un jour de congé en moins (la célèbre journée de solidarité du lundi de Pentecôte), avec le gouvernement "socialiste", un jour de congé en plus c'est en fait un jour de congé en moins (soit une différence de deux jours entre ce qui est annoncé et ce qui est effectivement octroyé).

Alors, on m'objectera, et avec raison, que ce petit foutage de gueule n'est qu'un détail par rapport à toutes les saloperies bien senties que l'on a déjà commencé à nous asséner, et vraisemblablement sans commune mesure avec celles que l'on nous prépare.

Il n'en demeure pas moins qu'il est très révélateur de ce décalage croissant entre les discours de nos dirigeants et leurs actes, entre une générosité de façade et une mesquinerie et un cynisme à l'oeuvre dans les moindres détails.

Labo&Cie **R**

La fin du monde ?



Faire part

Messieurs DINET, KLEIN et leurs amis nous prient d'annoncer :

**Vivre Dans la Ville :
la fin du monde
Association fondée
en 1976.
Mort annoncée :
1er janvier 2013.**



Cercle de silence

**Nancy
22/12
et
26/01
à 15 h 00
place Stanislas**

**Pont à Mousson
12/01
à 10 h 30
place Duroc**

Appel à la solidarité



De Bure à Notre Dame des Landes, que ce soit un centre d'enfouissement de déchets nucléaires hautement radioactifs ou un méga-aéroport... Une même logique opère et nous impose un choix de société : celui de la perte des terres agricoles, du saccage écologique, de la dépossession des décisions qui nous appartiennent. Le projet c'est la construction d'une cabane de réoccupation destinée à la ZAD (zone à défendre).

Une cabane qui, de Bure à Notre Dame des Landes, symbolise la fraternité et la complémentarité de nos luttes. Cette construction servira de dortoir aux résistants sur place.

Si vous voulez participer à cette action envoyez vos dons à :
Bure Zone Libre,
2 rue de l'église,
55290 Bure

Pour effectuer un virement, contactez-nous à :
leherissonvengeur@gmail.com

informations : <http://zad.nadir.org>

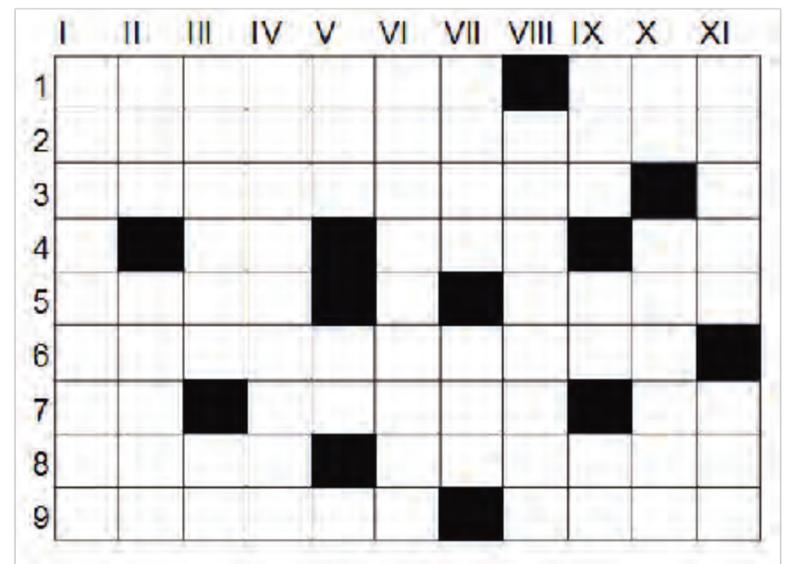
MOTS CROISES par Victor K.

Horizontalement

- 1 Des chaînes du Chili. En cloche.
- 2 Chouchou des marchés.
- 3 Rassemblement de bourrins.
- 4 Au. Mamelles. Prems.
- 5 C'est inouï à la fin ! Terre qui tourne.
- 6 Inventeraient.
- 7 Numéro d'ordre. Film de charlot. A la chaîne.
- 8 Cité radieuse d'Algérie. Après la dépression.
- 9 Vieux germain. Tunisienne.

Verticalement

- I. Ça donnerait à penser que jésus était lévite.
- II. Feu la ligue. Sans le pouvoir, c'est l'Anarchie.
- III. Attaché. Le matin.
- IV. Du sud de la mer Égée.
- V. Ça ne vaut pas tripette . Disque.
- VI. Hors de la savane ça peut être royal.
- VII. Longue robe. L'IRÁ après explosion.
- VIII. Tramerás.
- IX. Général. Indéfini. Ancienne prison.
- X. Soit .Rouge faubourg d'Hambourg qui inspira Sartre.
- XI. Vent .Gaudriole anglaise.



1	P	O	T	A	G	E	■	U	B	U
2	I	N	A	V	O	U	A	B	L	E
3	T	U	L	A	R	E	M	I	E	■
4	O	■	E	L	I	S	■	Q	U	E
5	Y	O	N	■	L	■	O	U	I	S
6	A	N	T	I	L	O	G	I	E	■
7	B	L	U	T	E	■	I	T	■	P
8	L	I	E	E	■	A	V	E	R	E
9	E	N	U	■	V	I	A	■	U	L
10	S	E	X	U	E	L	L	E	■	E

Solutions #15